

Solidarité

118 journalistes persécutés ont trouvé refuge dans le XV^e

ILS ONT CONNU la guerre, la peur, et souvent la torture. Simplement pour avoir écrit, filmé ou parlé de l'actualité de leur pays. Ils ont fui, laissant parfois leur famille derrière eux, simplement pour ne pas mourir. 118 journalistes ont été accueillis à la Maison des journalistes à Paris depuis le 3 mai 2002. L'institution, unique au monde, qui a trouvé place dans une ancienne usine de la rue Cauchy (XV^e), a fêté hier, Journée internationale de la liberté de la presse, ses cinq ans. A cette occasion, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, y a inauguré un espace Anna-Politkovskaïa, à la mémoire de la journaliste russe assassinée en octobre dernier à Moscou.

Autour du maire, les pensionnaires de la « maison » étaient autant de témoins d'une liberté de la presse bafouée aux quatre coins du monde : Latifa a fui l'Irak. Nuray a dû émigrer du Kurdistan. Tamara a été menacée en Tchétchénie. Rémy a connu la prison au Cameroun... « Nous hébergeons pour six mois des journalistes persécutés du monde entier, quelle que soit leur opinion politique », indique Danièle Ohayon, la journaliste de France Info qui a créé la Maison des journalistes.

Sur les 118 pensionnaires de 40 pays reçus de-



RUE CAUCHY (XV^e), HIER. Danièle Ohayon, cofondatrice de la Maison des journalistes. (LP/N.F.)

puis 2002, « l'immense majorité a connu la torture ». Torture, viol ou menace simplement pour avoir donné la parole à l'opposition... C'est ce qui

est arrivé à Mwajuma Masudi, 42 ans, ancienne animatrice sur la RTNB, la radio nationale du Burundi. A la suite d'un débat qu'elle avait organisé dans son émission, la journaliste a dû fuir. Son mari a été assassiné. Mwajuma a trouvé un peu de paix à Paris. « Mais ma fille de 14 ans a été violée. Je suis sans nouvelles de mon fils », commente-t-elle la voix tremblante.

Comme 117 des 118 journalistes accueillis depuis cinq ans, Mwajuma n'est pas retournée dans son pays. Au sein de la maison, un journal interne*, « l'Œil de l'exilé », permet à ceux qui le souhaitent d'entraîner leur plume. Une vingtaine seulement de journalistes accueillis travaillent désormais dans des médias français. Des partenariats permettent à d'autres de garder un pied dans la profession.

Plusieurs projets de maisons des journalistes sont actuellement en cours à Berlin, Londres et dans la région de Cadix, en Espagne. Signe d'espoir pour des milliers de réfugiés des médias, mais signe aussi que la liberté de la presse est au plus mal.

NICOLAS FERTIN

www.maisondesjournalistes.org

« Je veux encore témoigner »

TAMARA KALAEVA, journaliste tchétchène

DANS sa chambre de la Maison des journalistes, Tamara Kalaeva garde précieusement un rouleau de photographies. Des images de corps mutilés, de têtes broyées, de cadavres ensanglantés. Des photos qu'elle a prises en Tchétchénie pendant quinze



(LP/N.F.)

ans de guerre. Des témoignages qu'elle souhaiterait compiler pour créer « un fonds d'archives de Tchétchénie et du Caucase pour témoigner », raconte cette femme de 50 ans. « Plusieurs fois, j'ai reçu des menaces. J'ai été arrêtée. »

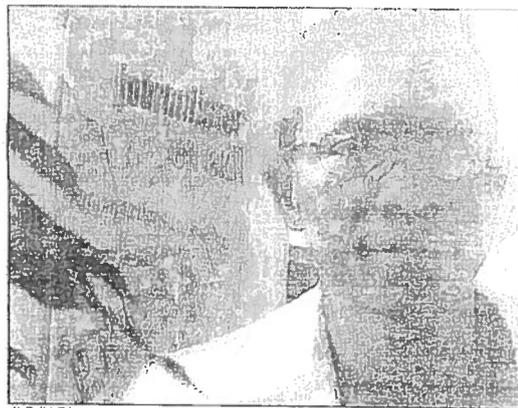
C'est finalement la pression des

journalistes étrangers qui a permis à Tamara de retrouver la liberté et... de fuir. Aujourd'hui, l'ancienne journaliste a abandonné le rêve de revoir Grozny. Et elle apprend le français, pour transmettre, encore un peu plus, son travail de mémoire. N.F.

« J'ai été condamné à six mois de prison »

RÉMY NGONO, journaliste camerounais

AU CAMEROUN, Rémy est une star. Une star bannie par le gouvernement pour « commentaire tendancieux ». « J'ai été condamné à six mois de prison en 2003. J'ai obtenu ensuite une liberté provisoire grâce à la radio RFI et à Reporters sans frontières », raconte cet ancien directeur de la RTS, première radio privée du Cameroun.



(LP/N.F.)

Installé à la Maison des journalistes, Rémy fait quelques apparitions sur RTL, itélé, RMC, et participe à la chronique média du lundi au jeudi sur RFI.

« La Maison m'a offert une protection », explique-t-il. Mais une pro-

tection pour lui seul. « J'ai cinq enfants. L'un de mes fils a été kidnappé. Quand dans votre pays vous ne pouvez pas parler, vous êtes un esclave », raconte-t-il. Pour Rémy, le combat n'est pas fini.

N.F.

Elections

Banderolles sur les écoles